

**HISTOIRE**

**DU CONSULAT**

**ET DE L'EMPIRE**

À

# HISTOIRE

DU

# CONSULAT

ET

# DE L'EMPIRE

Par M. Thiers

ANCIEN PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES, MEMBRE DE LA CHAMBRE  
DES DÉPUTÉS ET DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

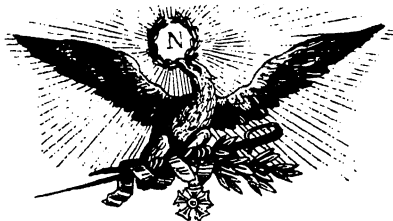
ANNOTÉE

Par M. Félix Wouters

Auteur de l'Histoire chronologique de la République et de l'Empire

---

Tome V



BRUXELLES

1847

À

# HISTOIRE DU CONSULAT

ET DE L'EMPIRE

## LIVRE DIX-NEUVIÈME

### L'EMPIRE

Effet produit en Europe par la mort du duc d'Enghien. — La Prusse, prête à former une alliance avec la France, se rejette vers la Russie, et se lie à cette dernière puissance par une convention secrète. — Quelle était en 1803 la véritable alliance de la France, et comment cette alliance se trouve manquée. — La conduite de MM. Drake, Smith et Taylor dénoncée à tous les cabinets. — Le sentiment qu'elle inspire atténue l'effet produit par la mort du duc d'Enghien. — Sensation éprouvée à Pétersbourg. — Deuil de cour pris spontanément. — Conduite légère et irréfléchie du jeune empereur. — Il veut réclamer auprès de la diète de Ratisbonne contre la violation du territoire germanique, et adresse des notes imprudentes à la diète et à la France. — Circonspection de l'Autriche. — Celle-ci ne se plaint pas de ce qui s'est passé à Ettenheim, mais profite des embarras supposés du premier consul pour se permettre en empire les plus grands excès de pouvoir. — Spoliations et violences dans toute l'Allemagne. — Énergie du premier consul. — Réponse cruelle à l'empereur Alexandre et rappel de l'ambassadeur français. — Indifférence méprisante pour les réclamations élevées à la diète. — Expédient imaginé par M. de Talleyrand pour faire aboutir ces réclamations à un résultat insignifiant. — Conduite équivoque des ministres autrichiens à la diète. — Ajournement de la question. — Signification à l'Autriche de cesser ses violences dans l'empire. — Déférence de cette cour. — Suite du procès de George et Moreau. — Suicide de Pichegru. — Agitation des esprits. — Il résulte de cette agitation un retour général vers les idées monarchiques. — On considère l'hérédité comme un moyen de consolider l'ordre établi, et de le mettre à l'abri des conséquences d'un assassinat. — Nombreuses adresses. — Discours de M. de Fontanes à l'occasion de l'achèvement du code civil. — Rôle de M. Fouché dans cette circonstance — Il est l'instrument du changement qui se prépare. — M. Cambacérés oppose quelque résistance à ce changement. — Explication du premier consul avec celui-ci. — Démarche du sénat préparée par M. Fouché. — Le premier consul diffère de répondre à la démarche du sénat, et s'adresse aux cours étrangères, pour savoir s'il obtiendra d'elles la reconnaissance du nouveau titre qu'il veut prendre. — Réponse favorable de la Prusse et de l'Autriche. — Conditions que cette dernière cour met à la reconnaissance. — Disposition empressée de l'armée à proclamer un empereur. — Le premier consul, après un assez long silence, répond au sénat en demandant à ce corps de faire connaître sa pensée tout entière. — Le sénat délibère. — Motion du tribun Curée ayant

pour objet de demander le rétablissement de la monarchie. — Discussion sur ce sujet dans le sein du tribunal, et discours du tribun Carnot. — Cette motion est portée au sénat, qui l'accueille, et adresse un message au premier consul, pour lui proposer de revenir à la monarchie. — Comité chargé de proposer les changements nécessaires à la constitution consulaire. — Changements adoptés. — Constitution impériale. — Grands dignitaires. — Charges militaires et civiles. — Projet de rétablir un jour l'empire d'Occident. — Les nouvelles dispositions constitutionnelles converties en un sénatus-consulte. — Le sénat se transporte en corps à Saint-Cloud, et proclame Napoléon empereur. — Singularité et grandeur du spectacle. — Suite du procès de George et Moreau. — George condamné à mort, et exécuté. — MM. Armand de Polignac et de Rivière condamnés à mort, et graciés. — Moreau exilé. — Sa destinée et celle de Napoléon. — Nouvelle phase de la révolution française. — La république convertie en monarchie militaire.

L'effet produit par la sanglante catastrophe de Vincennes fut grand sans doute en France ; il fut plus grand encore en Europe. Nous ne nous écarterons pas de la vérité rigoureuse, en disant que cette catastrophe devint la principale cause d'une troisième guerre générale <sup>1</sup>. La conspiration des princes français, et la mort du duc d'Enghien qui en était la suite, furent de ces coups réciproques, par lesquels la révolution et la contre-révolution s'excitèrent à une nouvelle et violente lutte, qui s'étendit bientôt depuis les Alpes et le Rhin jusqu'aux bords du Niémen.

<sup>1</sup> C'est, ce nous semble, donner une trop haute importance politique à la mort du duc d'Enghien, surtout relativement à l'Europe ; elle a pu servir de prétexte à la troisième coalition, mais certes elle n'en fut point la cause. L'Angleterre était en pleine guerre avec la France depuis la rupture du traité d'Amiens : dans la position des deux puissances rivales, la mort du jeune prince ne ralentit ni ne hâta les opérations du cabinet britannique. De toutes les puissances européennes, l'Angleterre fut celle qui ajouta la moindre importance à cette catastrophe ; elle n'était à ses yeux qu'une mesure d'ordre, de sécurité ; et en récapitulant les griefs que le gouvernement anglais prétendait avoir contre la France, il ne lui vint jamais à l'idée de comprendre la mort du duc d'Enghien dans ses nombreux manifestes.

La Russie, il est vrai, éprouva un vif ressentiment, non pas de la mort du dernier des Condé, mais de la violation du territoire badois, dont le souverain était intimement allié à Alexandre ; toutefois, ce ressentiment ne poussa nullement la Russie à faire la guerre à la France ; des causes plus fondées, plus importantes pour elle, la jetèrent seule dans les bras de l'Angleterre, grâce aux intrigues de la diplomatie anglaise et autrichienne. L'ultimatum du cabinet russe, qui fut remis le 21 juillet 1804 au gouvernement français, établit clairement les griefs prétendus ou fondés qui décidèrent Alexandre à se réunir à la nouvelle coalition. Ces griefs étaient l'occupation prolongée d'une partie des États napolitains, tel que le golfe de Tarente, par les troupes françaises, la conquête du Hanovre, l'influence toute souveraine de la France en Italie et la dépendance du corps germanique à l'égard de la France. Ces griefs, fondés, d'après le cabinet de Saint-Petersbourg, étaient certes des motifs suffisants pour se réunir à l'Angleterre et faire cause commune

Nous avons exposé la situation respective de la France et des diverses cours, à partir du renouvellement de la guerre avec la Grande-Bretagne ; les prétentions de la Russie à un arbitrage suprême, accueillies froidement par l'Angleterre, courtoisement par le premier consul, mais bientôt repoussés par celui-ci, dès qu'il avait reconnu les dispositions partiales du cabinet russe ; les appréhensions de l'Autriche, craignant de voir la guerre redevenir générale, et cherchant à se distraire de ses inquiétudes par des excès de pouvoir dans l'empire ; les perplexités de la Prusse, tour à tour agitée par les suggestions de la Russie ou attirée par les caresses du premier consul, presque séduite par les paroles de ce dernier à M. Lombard, prête enfin à sortir de ses longues hésitations en se jetant dans les bras de la France.

Telle était la situation un peu avant la déplorable conjuration dont nous venons de raconter les tragiques phases. M. Lombard était retourné à Berlin tout plein de ce qu'il avait entendu à Bruxelles, et en communiquant ses impressions au jeune Frédéric-Guillaume, il l'avait décidé à se lier définitivement avec nous. Une autre circonstance avait contribué beaucoup à produire cet heureux résultat. La Russie s'était montrée peu favorable aux idées de la Prusse, qui consistaient dans une sorte de neutralité continentale, fondée sur l'ancienne neutralité prussienne, et elle avait cherché à substituer à ces idées un projet de tiers parti européen, qui, sous prétexte de contenir les puissances belligérantes, aurait abouti bientôt à une nouvelle coalition dirigée contre la France, et soldée par l'Angleterre. Frédéric-Guillaume, blessé de l'accueil qu'avaient reçu ses propositions, des conséquences visibles que

contre la France, et la violation d'un territoire ami disparaissait complètement au milieu d'une série de faits plus importants.

Quant à l'Autriche, ce serait étrangement défigurer les faits que de supposer que la mort du duc d'Enghien eut la moindre influence sur sa politique. Les pertes qu'elle avait faites dans les dernières guerres, la création de la république italienne et la prépondérance de la France en Allemagne, en Suisse et en Italie, c'étaient là les griefs de l'Autriche, les causes qui la décidèrent à reprendre les armes. L'Angleterre, que l'armée de Boulogne tenait dans un effroi continu, sut profiter des regrets de l'Autriche pour déplacer le théâtre de la guerre, et faire revivre la haine et les espérances du cabinet de Vienne : l'Autriche en fut dupe et se laissa entraîner à de nouveaux désastres.

Il ne resterait plus que la Suède pour laquelle la fin du jeune Condé eût pu servir de motif à faire la guerre à la France ; mais on doit se rappeler que cette guerre existait depuis bien longtemps, et que lorsque le traité d'Amiens eut rendu la paix à l'Europe, la Suède refusa opiniâtrément d'entrer en négociation avec la France.

(F. W.)